

Nouveau tournant dans le débat sur les étrangers dans le sumo

par Chris Gould

Les étrangers sont-ils un bien ou pas pour le sumo ? Voilà la question primordiale à laquelle les dirigeants du sport national japonais doivent répondre – mais pour laquelle ils semblent irrémédiablement incapables d'émettre un avis. C'est vrai, les derniers mois ont beaucoup fait pour ajouter à leur confusion. Mars, bien sûr, s'est révélé le meilleur exemple qui soit de publicité pour la participation étrangère – avec le magnifique 14-1 de Baruto et sa promotion méritée au rang d'ozeki. En février, toutefois, on a eu droit à la retraite polémique du problématique Mongol Asashoryu, un douloureux rappel des situations problématiques qui peuvent apparaître lorsque des étrangers n'acceptent pas les valeurs japonaises.

En février, la Nihon Sumo Kyokai a jeté un nouveau pavé dans la mare internationale par sa dernière annonce sur ce sujet précis. Depuis l'été 2005, l'association de sumo tient une politique d'un étranger maximum par heya. Les heya qui comptaient plus d'un étranger au moment de l'annonce de cette règle ont été exemptées de cette règle, mais n'ont pu prendre d'autres étrangers jusqu'à ce que tous les leurs ne se soient retirés – ou qu'ils aient embrassé la nationalité japonaise. Récemment, un nombre croissant d'étrangers ont choisi cette dernière option, libérant dès lors un espace supplémentaire pour leur heya. Conséquemment, la NSK a établi la déclaration suivante en février 2010 : les sumotori adoptant la nationalité japonaise resteront classés comme



Yokozuna Asashoryu

étrangers au titre de la règle du « Un étranger par heya ». L'un des oyakata a justifié la mesure par les termes les plus simples : « si nous ne faisons pas cela, le sport sera envahi d'étrangers ».

Pris sur le plan politique, un tel commentaire est inévitablement taxé de « raciste », et beaucoup de fans de sumo étrangers ont cherché à souligner ce point. Mais rhétorique et rhétorique sportive sont deux choses bien distinctes. Le langage tenu par la Kyokai n'est pas bien différent de celui que tenait la FIFA, le corps de gouvernement du football mondial, qui a longtemps pratiqué

diverses restrictions sur la participation d'étrangers – tout particulièrement dans les compétitions de coupes européennes. Les discussions au sujet d'un nombre minimal de joueurs locaux dans chaque équipe sont choses courantes dans les cercles footballistiques. Pourquoi donc le sumo aurait-il à être différent ?

De fait, le sumo a infiniment plus de raisons que le football d'exprimer des craintes au sujet du nombre d'étrangers qui y participent. Aucun gouvernement européen ne reconnaissant en Europe le football comme sport national, les nations du football n'ont aucune obligation politique de développer des talents issus du cru (les facteurs émotionnel et moral sont un tout autre sujet). Mais le gouvernement du Japon reconnaît officiellement le sumo comme son sport national. La NSK est subordonnée au Ministère de l'Education, et reçoit conséquemment de l'argent du contribuable. S'il se produit un manque de talents japonais dans les rangs du sumo, les contribuables auront toutes les raisons de remettre en question l'usage fait au profit du sumo de leurs impôts.

Personne ne remet en question le fait que la relation du sumo aux étrangers est bien meilleure qu'elle ne le fut. Rikidozan, un populaire lutteur des années 40 et plus tard une légende de la lutte pro japonaise, dut cacher son ascendance coréenne et tout ce qui se rapportait à son pays d'origine dans une petite pièce de son appartement japonais, car il



Shin-ozeki Baruto

craignait beaucoup les discriminations. Jusqu'à il n'y a pas plus tard que les années 1990, la NSK a établi des interdictions totales d'étrangers dans le sumo, pour ne retourner cette décision qu'en 1998 quand le potentiel rassembleur des Akebono et Musashimaru ne pouvait plus être contesté. Toutefois, le point commun de chaque débat sur les étrangers dans le sumo est l'absence de mise en avant de la véritable question centrale : sont-ils un bien pour le sport ?

En 2010, la réponse est un oui franc et massif. Le principal argument qui milite en faveur de l'immigration dans les pays

développés est que les immigrants occupent les emplois dont les populations locales ne veulent tout simplement plus assumer. Le sumo est l'un d'entre eux. La rengaine traditionnelle des jeunes est la suivante : pourquoi devrions-nous nous astreindre à une véritable torture physique quand nous pouvons occuper un emploi non exigeant sur le plan physique dans un bureau et des perspectives salariales à long terme bien plus sécurisantes ? En plus d'une occasion depuis 2007, les tests de sélection de l'association de sumo ont dû être annulés, faute de participants – une situation encore impensable quelque douze ans auparavant

quand l'ère Waka-Taka était à son apogée.

Les quelques garçons grassouillets qui signent leur engagement se retrouvent sous le feu des critiques de leurs propres maîtres de confréries qui les accusent de ne pas faire à l'entraînement le dixième de ce que pouvaient endurer leurs glorieux aînés des temps jadis. En 2004, l'ex Isegahama-oyakata se lamentait dans sa controversée interview à un tabloïd que pour la première fois dans l'histoire du sumo, des parents se rendaient dans des heya pour se plaindre de ce que leur fils était poussé trop durement. Une telle situation, pour compréhensible – et parfois souhaitable – qu'elle soit, n'est pas franchement le terreau idéal pour produire de féroces guerriers qui combattent jusqu'à la dernière extrémité (à l'inverse, basiquement, de Baruto ou Kotooshu).

Les statistiques en disent long. Aucun Japonais n'est parvenu au rang de yokozuna depuis 1998, et un seul talent local (Kotomitsuki) est parvenu à devenir ozeki depuis janvier 2002.

La Kyokai ne peut ne serait-ce que commencer à traiter ce problème tant que plus de jeunes Japonais ne seront pas convaincus que devenir un champion de sumo est un objectif digne de ce nom. Toutefois, ces jeunes Japonais ont besoin de motivations bien plus solides pour rejoindre le sumo que l'essentiel des étrangers venus de pays pauvres qui frappent à la porte de la NSK. En niant à ceux-ci une chance de prendre part à la compétition, et l'annonce de février a concrètement cette conséquence, la NSK risque de se retrouver confrontée à un déclin drastique du nombre total de ses rikishi – ce qui est le pire scénario possible pour ce sport.

Si le sport séculaire du Japon souhaite être conservé, les chiffres

se doivent d'être sa priorité. Le nombre total des rikishi est tombé de 900 au début des années 1980 à tout juste 700 de nos jours. En 2010, beaucoup de guerriers d'Europe orientale, inspirés par le

succès des Bulgares, Russes et Estoniens, peuvent contribuer à regonfler le nombre des participants de la NSK. Cette dernière devrait tirer profit de leur présence, les inviter et transformer

leurs succès en un facteur de motivation pour les jeunes japonais avec le slogan « TOI, peux-tu être le futur champion japonais ? ».